

LAURENT JACOBELLI : « Pas de perte de pouvoir d'achat pour les Français ! » (FRANCE 2)

8 min · Rassemblement National

Bonjour Maya, bonjour à tous, bienvenue dans les 4 vérités. Ça monte, ça monte, les prix de l'essence, mais aussi l'exaspération des Français. Le gouvernement maintient les 100 euros pour les grands rouleurs, qu'il faudra peut-être rallonger. En tout cas, la ministre de l'Energie n'a pas fermé la porte hier sur ce plateau. Mon invité aujourd'hui est Laurent Jacobelli. Bonjour. Bonjour monsieur l'étalier. Vous êtes vice-président des députés Rassemblement national et porte-parole de Marine Le Pen pour la campagne présidentielle. Vous demandez, vous, toujours la baisse des taxes et de la TVA sur l'essence, sur les carburants en général. Mais il y a quelques mois, on vous entendait dire, Marine Le Pen, l'Etat profiteur de la crise. On vous entend moins dire ça en ce moment. Vous avez changé d'avis ? On n'a pas changé d'avis. Regardez, le prix aujourd'hui du litre, c'est 2,20 euros pour l'essence. C'est 2,20 euros, il y a un peu plus de 50 % qui vont dans les poches de l'Etat. Donc le premier à devoir faire un effort pour aider nos compatriotes, c'est l'Etat. On ne peut pas aujourd'hui accepter que des gens payent pour aller travailler tellement le plein d'essence est cher. Des gens qui choisissent entre le plein du frigo et le plein de la voiture, il faut agir. Est-ce que c'est seulement l'Etat ? Parce que vous avez les pétroliers, les raffineurs, notamment les raffineurs, est-ce qu'ils n'ont pas des comptes à rendre aussi ? Bien sûr. On voit bien aujourd'hui... Alors qu'est-ce qu'il faut faire contre eux ? Il faut aller sur leur flot ? Il faut plafonner ? Première décision, une décision d'urgence pour ne pas mettre notre économie dans le mur. Baissez la TVA sur les énergies de 20 % à 5,5%. C'est le rôle de l'Etat. C'est le premier à dégainer. C'est le premier à devoir montrer l'exemple. Les raffineurs, il faut regarder leurs profits. Soit leurs profits sont dus à des investissements, à des changements technologiques, qui alors sont des profits tout à fait bénéfiques, soit ce sont des profiteurs de guerre. Et à ce moment-là, on peut imaginer une taxe sur la part des profits qui n'est pas dû à leur activité, mais à la conjoncture. En l'occurrence, quelle est l'option que vous priez l'égier ? Mais on peut aller... Ils profitent de la conjoncture ou pas ? Eh bien, il faut l'étudier. Non, c'est pas si évident que ça pour vous. Pour vous, l'Etat, c'est évident. Pour les raffineurs, c'est pas évident. Bah l'Etat en a les chiffres. Mais il faut aller voir. C'est probable entre nous. C'est probable. Et donc il faut agir dans tous les sens. Pourquoi il faut agir et agir vite ? Parce que des consommateurs français qui payent trop cher à leur plein d'essence, ils n'achètent pas autre chose. Ça veut dire demain un ralentissement de l'économie. Et donc une perte de recette future pour l'Etat. Et puis moi, j'ai vu hier la colère des pêcheurs à fausse surmer. Et aujourd'hui à Frontignan dans les rôves. Absolument. Le carte grand est tellement cher que ça leur coûte aujourd'hui d'aller pêcher. C'est à dire qu'ils perdent de l'argent. Est-ce que c'est acceptable ? Mais aussi les raffineurs, puisqu'ils bloquent des dépôts d'essence. Ils ont choisi. Ils disent que c'est les deux. Tout le monde. Si vous les soutenez, ils disent les deux. Tout le monde doit prendre ses responsabilités. Je crois avoir été très clair avec vous. Et donc il faut agir dans tous les sens. Mais celui qui peut agir le premier vite, c'est l'Etat. Mais d'ailleurs, moi, je suis très étonné de cette passivité de l'Etat qui regarde la situation se dégrader en ne prenant pas de vraies mesures fortes. Cet attentisme, en fait, cette incapacité d'Emmanuel Macron et de son gouvernement, ce sont des gens qui sont incapables d'anticiper les crises et incapables de les gérer au moment où elles arrivent. C'est une part de responsabilité extrêmement importante dans la chute de notre économie. Mais ça veut dire, c'est de l'impréparation ou c'est voulu ? C'est de l'amateurisme. C'est

simplement de l'amateurisme. Ce sont des jeunes, je ne pense pas qu'ils veuillent saper sciemment l'économie, quoique avec eux tout est possible. Non, je pense que ce sont simplement une équipe d'incompétents, les pieds nickelés de l'économie, qui regardent les choses se dégrader en disant on ne peut rien faire. C'est l'Europe, c'est l'Iran, c'est les États-Unis, mais lorsqu'il s'agit d'agir, il n'y a plus personne. Sébastien Lecornu demande au ministre lui de revoir à la baisse leurs dépenses pour cette année 2026. À tous les ministres, vous, dans quel ministère vous verriez des économies à faire ? Je crois qu'il y a des économies à faire dans tous les ministères. Aucune exception. Attention, pas dans les investissements dans l'économie, pas dans les aides sociales, mais dans le fonctionnement. Je vais prendre un exemple. On a un besoin de santé terrible en France. Donc bien évidemment, il ne faut pas que les dépenses de santé baissent. Mais aujourd'hui, vous avez les agences régionales de santé qui gèrent la santé au niveau régional, qui prennent des mauvaises décisions, qui sont des agences administratives qui font qu'aujourd'hui, on investit l'argent de la santé dans l'administration, dans des gens qui font des tableurs Excel et non pas dans des soignants. Vous voyez bien toute l'absurdité du système. Il faut tout repeigner de fond en cours. Alors ça nous amène au budget. Marine de 2027, évidemment. Marine Le Pen dit, préférer un budget mal ficelé qu'une loi spéciale qui reconduirait le budget de l'année prochaine. Mais mal ficelé jusqu'où ? Qu'est-ce que vous êtes prêt à accepter, à ne pas accepter ? D'abord, permettez-moi de souligner le pragmatisme de Marine Le Pen. Beaucoup de candidats disent, il faut tout casser comme l'extrême gauche. On ne votera rien, on censurera quoi qu'il arrive. Et oui, évidemment, ils sont sûrs de ne pas arriver au pouvoir. En tout cas, je croise les doigts et je l'espère. Nous, on prend nos responsabilités. Comme Marine Le Pen dit ça, elle le dit pourquoi ? Parce que ce sera plus simple de corriger un budget moyen lorsqu'elle arrivera au pouvoir que de repartir à zéro. Or, on n'a pas de temps à perdre. Les lignes rouges, je vais vous répondre. Pas d'impôts de taxes supplémentaires, pas de pertes de pouvoir d'achat pour les Français. Mais mal ficelé, ça c'est vos lignes rouges, on a compris. Mais un budget mal ficelé, ce serait quoi ? À quoi vous le jugez, au-delà des impôts ? Vous savez, notre pays, il est surendetté, surtaxé, en ralentissement économique et en perte de services publics. Si aucun de ces problèmes n'est réglé ou n'est en passe d'être réglé, ce sera un budget mal ficelé. Et là, vous s'en surez ? Non. Mal ficelé correctible et perfectible au moment où Marine Le Pen sera élue, c'est une chose. Mal ficelé au point de nous engager, nous, demain, à ne pas pouvoir gérer la situation, alors là, oui, nous s'ensurerons. Vous s'ensurez à ce moment-là ? Tout est possible, on ne s'interdirait. La censure n'est pas exclue ? Bien sûr que non. Sébastien Lecornu demande à Justyrene Vendérian, la présidente de la Commission européenne, de réduire la contribution de la France au budget européen. Ça, j'imagine que c'est doux à vos oreilles. Parce qu'il dit, grâce aux procès contre Google, l'Europe a eu 4,8 milliards dans les caisses, il faut que la France en ait un bénéfice, 800 millions. Vous l'applaudissez là ? Non mais moi, je suis surpris à quel point ces gens qui nous expliquent du matin au soir qu'on ne sait ni lire ni écrire, qu'on n'a rien compris à l'économie mondiale. Comme Marine Le Pen dit, il faut baisser la contribution à l'Union européenne. Ces gens-là rigolent en disant, vous êtes pour l'autarcie, vous détestez l'Europe, vous n'avez rien compris à l'économie. Et aujourd'hui, ils y viennent. Une fois encore, on avait raison, comme sur l'immigration, comme sur la sécurité, comme sur le social. Je vais vous dire, j'ai vu Bruno Le Maire, vous vous rendez compte, Bruno Le Maire, qui a été aux commandes de l'économie française avec l'échec que l'on connaît, dire lui aussi, il faut baisser la contribution. Eh bien, soit, faisons-le, 5 à 7 milliards par an à gagner et à rendre aux Français. Il est temps. On va revenir sur le discours de Marine Le Pen le week-end dernier, où elle a remis sur le devant de la scène la priorité nationale, la priorité française dans le domaine du logement. Est-ce que ça va être le fil rouge de la campagne, priorité nationale dans le sport, dans l'école, la santé, le travail ? Écoutez, c'est en tout cas un thème qui sous-tend notre action politique parce qu'on parle d'un postulat, ces Français qui bossent, qui cotisent, qui ont tout donné pour le pays, méritent bien quand même d'avoir un petit privilège chez eux, c'est d'être prioritaires. Effectivement, pour le logement, on ne peut pas... Mais

pour le travail, par exemple, si vous parliez du travail, vous savez bien, même le MEDEF le dit, on ne peut pas se passer de main d'oeuvre immigrée. Donc est-ce qu'on peut parler de priorité nationale pour le travail ? Il faut en parler, vous l'avez dit vous-même, il y a aujourd'hui des secteurs en tension. On a 3 millions et demi de chômeurs en France. Donc bien évidemment, si on peut former les chômeurs français pour occuper les travaux qui sont aujourd'hui libres, c'est une bonne chose. Pour protéger nos compatriotes avant de protéger la terre entière. Et donc tant que des Français sont malheureux, tant que des Français n'ont pas de travail, c'est à eux qu'on doit penser. Dernière question. Entre la campagne présidentielle qui est déjà lancée pour Marine Le Pen et la rentrée parlementaire, et le budget, ça va prendre des semaines, Marine Le Pen, est-ce qu'elle pourra tout faire ? Être présidente du groupe à l'Assemblée nationale et candidate en même temps ? Moi je crois que tout est lié. C'est elle qui prendra la décision, mais je crois que c'est possible. Tout est lié, ou c'est bon, on va faire le budget. Il n'est pas question qu'elle quitte la présidence du groupe RN à l'Assemblée nationale. Je n'ai jamais entendu parler de ça. Je vous pose la question. On va faire le budget. On va entrer dans le processus budgétaire. Un budget, c'est quoi ? C'est la retranscription en chiffres d'une vision politique. Et donc elle va à travers le budget et qu'elle présentera le 7 octobre notre contre-budget avec à terme 125 milliards d'économies sur le budget de l'État. Eh bien c'est une vision politique de la France. Vous l'avez dit, la priorité aux Français, relancer l'économie, remettre la valeur de travail au cœur de tout et protéger nos compatriotes. Merci Laurent -Jacques Obély d'avoir accepté notre invitation sur les 4 vérités. Vous en avez annoncé ce matin que la censure n'est pas exclue sur le budget. Merci beaucoup. C'est la fin de ces 4 vérités. À demain et à vous.